



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 15 (1987)

DOI: 10.11588/fr.1987.0.53296

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

handelt es sich bei den anderen Zeugnissen vorwiegend um Polizei- und Gerichtsakten. Der auffallend hohe Anteil von Spitzelberichten und Urteilsbegründungen verweist auf den totalitären Zugriff des Staates auf den privaten Lebensbereich der Menschen, für die somit »Widerstand« eine ganz andere Qualität gewann, als diesem Begriff heute oftmals zugewiesen wird. Nur zeichnete dies den »Christlich-Demokratischen« Widerstand nicht alleine aus, sondern trifft für alle anderen Bereiche der Opposition im »Dritten Reich« ebenfalls zu.

Die Dokumente zu den Konzeptionen der »Christlichen Demokraten« für den Wiederaufbau und die innere Ordnung des nach dem Sturz des Nationalsozialismus zu schaffenden neuen deutschen Staates bleiben hingegen äußerst spärlich. Hier genügen eben nicht der Abdruck u. a. des Urteils des Volksgerichtshofes gegen Goerdeler, Leuschner, v. Hassel und Lejeune-Jung (S. 194 ff.) und Spitzelberichte der Gestapo über den ehemaligen Düsseldorfer Oberbürgermeister Robert Lehr (S. 230 ff.). Solche höchst aufschlußreichen Quellen wie der Tagebuchauszug von dem ehemaligen Landgerichtsdirektor Otto Lenz (S. 215), der eine überkonfessionelle, auf christlicher Grundlage beruhende »Sammlung der Mitte« forderte, die nach dem Sturz der Diktatur als »Gegengewicht gegen die Linke« dienen sollte, bleiben leider Einzelercheinungen, wenn man von den bekannten Überlegungen Goerdelers oder v. Moltkes zur Neuordnung Deutschlands absieht, die hier erneut präsentiert werden (S. 204 f., S. 241 f.).

Der Mangel an unbekanntem Dokumenten dieser Art ist gewiß zum Teil mit der unbefriedigenden Quellenlage, auf die die Herausgeber selbst hinweisen (S. 12), zu begründen; aber besteht eine weitere Ursache nicht darin, daß sie die Formierung einer der staatstragenden Parteien der Bundesrepublik Deutschland in einem Zeitraum zu dokumentieren suchen, in dem Überlegungen zur Begründung der späteren Unionsparteien noch sehr vage und ungreifbar waren? Hier soll keineswegs abgestritten werden, daß eine wesentliche Wurzel der Christlich-Demokratischen Parteien im Widerstand gegen Hitler zu suchen ist – auf die personelle Kontinuität hat der vorliegende Band mit den allen Quellen beigefügten biographischen Notizen eindrucksvoll hingewiesen –, aber genügt dieser Sachverhalt schon, um von »Christlichen Demokraten gegen Hitler« zu sprechen?

Hermann WENTKER, Bonn

Marie-Luise RECKER, Nationalsozialistische Sozialpolitik im zweiten Weltkrieg, München (R. Oldenbourg) 1985, 325 p.

Quelle a été la politique sociale de l'Allemagne nationale-socialiste en guerre? Pour ceux qui limitent le champ de la politique sociale à l'assurance vieillesse, maladie ou invalidité, bref à l'activité de l'Etat redistributeur, la question n'a quasiment pas d'objet. Car, comme le dit Heinz Lampert, »non seulement les guerres empêchent de mener une politique sociale, mais elles masquent ou même suppriment ce qu'un système économique ou un type de société peut leur conférer de spécifique«¹.

La remarque est juste en partie, puisque dans le livre de M.-L. Recker ce sont en effet non pas les problèmes de sécurité sociale, mais la politique des revenus et les problèmes de main-d'œuvre qui tiennent le devant de la scène. Elle se vérifie également dans le fait que les seules mesures marquantes (et positives!) concernant les assurances sociales, qui aboutissent entre autres au début du mois d'août 1941 à égaliser les prestations des régimes de retraite des ouvriers et des employés, ont été motivées par l'impossibilité d'augmenter les salaires. La »Sozialpolitik« traditionnelle est donc réduite à peu de choses et largement instrumentalisée:

1 Cf. Heinz LAMPERT, »Staatliche Sozialpolitik im Dritten Reich« in K.-D. BRACHER/M. FUNKE/H.-A. JACOBSEN (Hg.), Nationalsozialistische Diktatur, eine Bilanz, Düsseldorf 1983.

dans l'exemple cité, elle pallie le blocage de la politique salariale, dans beaucoup d'autres cas elle disparaît même quasiment, n'existant plus qu'en négatif lorsqu'il s'agit de ne pas toucher à des avantages acquis ou de ne pas mécontenter une clientèle. Il est d'ailleurs frappant de constater que le grandiose projet d'un système radicalement nouveau d'évaluation des salaires, d'assurance sociale, d'orientation et de formation professionnelle ainsi que de santé élaboré par le chef du Front du Travail, le »*Sozialwerk des deutschen Volkes*«, ne connaisse pas la moindre amorce de réalisation. Compte tenu de la faible marge de manœuvre dans le domaine social, les promesses d'un avenir radieux ne sont guères acceptées que pour distraire de la dure réalité présente. Par contre, dès que Ley fait mine de préparer l'application de ses projets, il est systématiquement contré par ses collègues ministres. Ceux-ci tiennent à préserver le fragile équilibre de la politique jusqu'ici menée, autant d'ailleurs que celui, tout aussi précaire, qui délimite leur sphère d'influence.

Le fait que Ley veuille fonder sa politique sur des principes nationaux-socialistes et n'ait pourtant aucun succès semble accréditer la remarque initiale dans sa deuxième partie. Les politiques sociales se banaliseraient-elles en période de guerre, le pragmatisme et l'efficacité primant tout? Oui, à ceci près que le chef du Front du Travail avait, bien avant 1939, avancé des projets de même nature et que déjà il n'avait pas été écouté. Ici, le déclenchement du conflit ne signifie donc pas une rupture.

En fait de politique »sociale«, les deux grandes préoccupations du pouvoir nazi pendant la guerre sont d'une part les questions salariales et fiscales, d'autre part celles de la main-d'œuvre. Dans les deux domaines, l'action menée apparaît hésitante et infructueuse car où, qu'on se tourne, la marge de manœuvre est étroite. Dans le premier cas, il s'agit à la fois de politique des revenus et de politique financière. Pour éviter une spirale inflationniste et ses risques sociaux, le choix initial a été de geler salaires et prix au niveau de 1939. L'inconvénient est qu'en figeant la structure interbranche des rémunérations, on se prive d'un instrument d'orientation indirecte de la main-d'œuvre. C'est un moindre mal, car celle-ci faisant vite défaut, le passage à la gestion directe et autoritaire sera bientôt inévitable. Plus grave est qu'en interdisant les hausses de salaires, on perd un moyen essentiel d'augmenter la productivité. C'est d'ailleurs pourquoi le blocage salarial est mal respecté. La dérive des rémunérations est pourtant à la fois trop et trop peu sensible: insuffisante pour stimuler notablement les rendements, suffisante cependant, les primes diverses s'ajoutant aux effets de l'allongement des horaires de travail, pour élever notablement le pouvoir d'achat. Eponger ce pouvoir d'achat excédentaire apparaîtrait doublement souhaitable tant à cause de l'inflation rampante (presque 5% dans les deux premières années de guerre, entre autres par suite du report de la demande sur les marchandises de luxe ou non contingentées) que pour financer l'effort de guerre. Mais comment le faire sans susciter le mécontentement des travailleurs et saper leur productivité? En matière d'*Arbeitseinsatz*, la difficulté est encore plus évidente: à mesure qu'il se prolonge, le conflit, en mobilisant toujours plus de combattants, soustrait à l'industrie les ouvriers que les programmes d'armement exigent plus nombreux. Dans les deux domaines cités, l'analyse fouillée de M.-L. Recker montre non seulement l'impuissance à résoudre les problèmes, mais surtout la relative faiblesse des efforts déployés. Sur un terrain essentiel, dont dépend directement la victoire, on mesure ainsi toute la distance qui sépare propagande et réalité. Et bien que Goebbels ait proclamé la »guerre totale« en février 1943, jusqu'à l'été 1944 l'économie allemande fonctionne quasiment comme en temps de paix (l'auteur parle de »*friedensähnliche Kriegswirtschaft*«).

C'est d'abord la nature même du système politique qui explique cette surprenante continuité, l'analyse de la politique sociale illustrant on ne peut mieux les thèses sur le caractère polycratique du régime, la permanence des rivalités personnelles, des luttes de compétence et du clientélisme, donc le blocage des processus de décision. Mais la structure polycratique n'explique pas tout, en particulier le fait que sur des questions aussi vitales Hitler n'ait pas plus souvent tranché. Il ne le fait que quelquefois, et d'une façon qui n'est pas univoque. S'il entérine par exemple le refus du *Sozialwerk* de Ley ou appuie certaines augmentations de

salaires (dans les mines) au nom de l'efficacité, il lui arrive en revanche de respecter le primat de l'idéologie. Le cas le plus notoire, déjà étudié par Dörte Winkler² est la question du travail des femmes.

En fait, si le »Führer« néglige trop souvent de décider, ou si ses barons s'ingénient par intérêt personnel à lui en cacher la nécessité, c'est que ni l'un ni les autres ne s'y sentent acculés. En matière de politique des revenus et de politique financière, il est assez facile d'éluder les problèmes, voire d'en repousser consciemment la solution à l'après-guerre – des mesures comme le »eisernes Sparen« illustrent cette tendance. En matière d'*Arbeitseinsatz* les limites du potentiel de main-d'œuvre sont en revanche une réalité incontournable lorsque la chasse aux emplois »inutiles« (sog. *Auskämmung* der Betriebe), la lutte contre l'absentéisme ou les projets toujours avortés de mise en sommeil d'industries de consommation ont montré leurs limites. L'échappatoire existe cependant, dont M.-L. Recker montre l'importance réelle et psychologique, c'est le recours à la main-d'œuvre étrangère.

En définitive, la volonté de passer à l'économie de guerre totale n'apparaîtra véritablement que lorsque le débarquement et l'offensive soviétique de 1944 interdiront de continuer à puiser dans ce réservoir. On notera au passage qu'ici comme dans d'autres cas, Albert Speer, alors ministre de l'armement et de la production de guerre confirme sa supériorité technocratique sur les autres dirigeants. Lorsque la transformation des zones de recrutement en théâtre d'opération, ainsi que la montée des mouvements de résistance sapent la politique menée par Sauckel, c'est lui qui préconise l'utilisation de la main-d'œuvre sur place, afin de produire à l'étranger les biens de consommation au bénéfice du Reich et de mettre les potentiels de production allemands correspondants au service de l'armement.

Si, comme le montre M.-L. Recker, le recours à la main-d'œuvre étrangère permet aussi longtemps d'éluder la mobilisation intérieure, c'est enfin que les dirigeants nationaux-socialistes sont fortement préoccupés par le mécontentement qu'elle pourrait susciter. On constate donc le peu de confiance en la *Volksgemeinschaft* de ceux-là mêmes qui en propagent l'idée. S'agissait-il de la crainte »abstraite« de prendre des mesures impopulaires, ou y avait-il des signes inquiétants de mécontentement à la base? Poser la question nous renvoie aux limites du livre de M.-L. Recker. Axé sur l'étude des processus de décision, il n'avance aucune hypothèse sur les interactions du politique et du social. Ce sujet, très difficile à traiter pour un système comme celui du »III^{ème} Reich« – et surtout pour la période de guerre – nécessiterait sans doute une étude spécifique.

Il reste que M.-L. Recker signale discrètement sa position au sujet des controverses à ce propos. Elle n'est pas de ceux qui, comme Tim Mason³, veulent expliquer certaines options du pouvoir nazi par la menace d'éclatement de conflits sociaux. Ce qu'elle dit à propos de l'annulation de la »Kriegswirtschaftsverordnung« de septembre 1939 va en ce sens (p. 43), de même que son interprétation de la politique envers le travail des femmes (p. 267–268, note 455). Il est donc cohérent que tirant le bilan de la politique sociale nationale-socialiste de 1939 à 1945, elle parvienne à la conclusion qu'évitant une détérioration sensible de la situation matérielle, cette politique a permis à la population »de mieux faire face à la guerre et de mieux l'accepter« (p. 291).

Alain LATTARD, Paris

2 D. WINKLER, *Frauenarbeit im »Dritten Reich«*, Hamburg 1977.

3 T. W. MASON, *Sozialpolitik im Dritten Reich, Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft*, Opladen 1977.